

Communiqué de presse - Lausanne, le 18 novembre 2025

Une mobilisation historique qui change la donne

La journée de grève et d'action appelée par la FSF, SUD et le SSP a connu un succès historique, des milliers de grévistes, un nombre impressionnant de lieux de travail mobilisés et une manifestation suivie par 25'000 personnes. Le Conseil d'Etat ne peut donc persister à refuser d'ouvrir de véritables négociations sur les coupes prévues au vu de la colère qui s'est exprimée dans tout le canton.

La première des journées de grève et mobilisation des salarié·es des services publics et parapublics a atteint des proportions de mobilisation que l'on n'avait pas connues depuis le milieu des années 1990 lors des vastes programmes d'austérité budgétaire. Les secteurs habituellement les plus mobilisés tels que l'enseignement ont accru leur taux de participation au mouvement, en particulier de l'enseignement primaire. Les secteurs comme le CHUV ou l'administration cantonale ont participé de manière inédite non seulement aux actions mais surtout à la grève et ce malgré les tentatives d'empêcher le mouvement de grève au CHUV par un usage totalement abusif du règlement de service minimum. Le secteur de l'accueil de l'enfance a également montré une participation historique. Les mobilisations ont également été très suivies à l'Unil et dans les Hautes Ecoles (HES, HEP) à la fois par les salarié·es et par les étudiant·es.

Dans les services parapublics (santé et social), si certains lieux de travail se sont mis en grève, à l'exemple de l'EVAM et du Sleep in, de nombreuses structures ont été empêchées de se mobiliser car le droit de grève leur a été refusé par l'employeur. Toutefois les actions menées tout au long de la journée et à travers tout le canton ont montré la solidarité de ces secteurs avec le mouvement ainsi que leur mécontentement.

L'ampleur inédite de la mobilisation d'aujourd'hui change profondément la situation autour du budget. Le Conseil d'Etat ne peut désormais plus persister dans la posture exprimée dans son courrier de lundi. Il y prétendait avoir déjà négocié avec les syndicats, ce qui est factuellement faux. Aujourd'hui, le Conseil d'Etat doit changer de position et ouvrir des négociations pour répondre aux demandes exprimées par l'extraordinaire mobilisation de ce jour.

En attendant la réponse que nous exigeons du Conseil d'Etat, nos organisations continuent à préparer les échéances et l'intensification de la mobilisation déjà annoncées pour les 25, 26 novembre et au-delà.

Annexe :

Résolution de la Manifestation du 18 novembre.

Résolution du personnel des services publics et parapublics vaudois du 18 novembre 2025 adressée au Conseil d'État vaudois.

Coupes budgétaires : appel à la poursuite de la mobilisation et de la grève !

Le personnel des services publics et parapublics vaudois s'est mobilisé par des actions, des grèves et une manifestation ce mardi 18 novembre 2025. Cette mobilisation a été extrêmement bien suivie, illustrant la colère non seulement des employé·e·s des services publics et parapublics mais également des usagères et usagères qui ont exprimé leur solidarité notamment par la participation à la manifestation.

Le personnel des services publics et parapublics constate qu'à ce jour le Conseil d'Etat reste sourd à la demande des employé·e·s des services publics et parapublics – pourtant clairement exprimées par l'ampleur de la mobilisation en cours – d'ouverture de négociations. Il réaffirme ainsi par cette résolution le dispositif de lutte voté lors de l'AG du 30 octobre consistant à :

Poursuivre et intensifier la mobilisation pour l'ouverture de négociations avec le Conseil d'État en vue de faire aboutir les revendications exprimées dans la résolution du 30 octobre. Elle appelle donc toutes les personnes salariées des services publics et parapublics :

- À s'organiser sur les lieux de travail ;
- À se réunir en Assemblée générale partout où c'est possible pour voter la grève ;
- À faire grève partout où c'est possible et à participer aux journées de grève et d'actions des 25 et 26 novembre 2025, et au-delà, jusqu'à ce que le Conseil d'État recule ;
- À participer à une Assemblée générale des employé·e·s des services publics et parapublics le mardi 25 novembre à 18h30 (lieu à définir) ;
- Elle appelle à une nouvelle manifestation le mercredi 26 novembre.

L'AG donne mandat aux syndicats et organisations du personnel FSF, SUD et SSP:

- D'organiser, coordonner et soutenir la poursuite de la lutte.
- De n'entrer en négociation avec le Conseil d'État que si ce dernier fixe une rencontre avec un engagement et des garanties quant au retrait de ses mesures d'économie.

Approuvée par acclamation le 18 novembre 2025